

LE NOUVEAU PLAN D'AIDE AUX RÉFUGIÉS DE PALESTINE

Les lecteurs de la *Revue internationale* ont suivi périodiquement les efforts déployés en Palestine par le Comité international de la Croix-Rouge pour secourir les victimes de la guerre.

Quand l'ampleur du mal requit l'aide de la communauté internationale, le CICR fut avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et la Société des Amis (Quakers) le dispensateur des secours, des Nations Unies et, pendant de longs mois, ces institutions humanitaires parvinrent à faire vivre près d'un million de réfugiés. La frugalité, le fatalisme arabes aidant, une sorte d'équilibre dans la misère et l'attente s'était établi parmi ces multitudes d'infortunés, en sorte que, momentanément, le pire ayant été conjuré, ils paraissaient accepter leur sort.

Les Nations Unies veulent aujourd'hui les tirer de cette torpeur et à défaut du retour au foyer qu'elles ne peuvent leur assurer, elles ont conçu l'idée de leur procurer du travail pour les mettre à même de gagner leur vie.

Il s'agit de les employer à de grands travaux utiles au développement de leurs pays d'accueil et financés, pour la mise en route du moins, par la communauté internationale.

Idée généreuse, qui donnera aux subsides des Nations Unies une signification morale tout autre que celle d'une aumône et qui s'insère dans le plan d'équipement économique des régions insuffisamment développées du globe.

Ce changement capital dans la destination des fonds propres à venir en aide aux réfugiés a mis un terme, depuis le premier mai dernier ¹, à l'intervention des institutions humanitaires dans l'entreprise des Nations Unies pour l'assistance en Palestine.² Comme le note en effet le rapport de la Commission d'enquête des Nations Unies : « Aucune des organisations opérant sur

¹ Cf. *Revue internationale*, mai 1950, p. 329.

² Voir ci-dessous, page 471.

place — Comité international de la Croix-Rouge, Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, « American Friends Service Committee » — n'est qualifiée pour administrer un plan de travaux de secours, ni en négocier les termes avec les Gouvernements ».

En approuvant entièrement ces vues, le président du Comité international de la Croix-Rouge a déclaré à Lake Success, le 25 novembre dernier, devant la Commission politique spéciale de l'Assemblée des Nations Unies, que « le rapport remarquable de la mission présidée par M. Clapp ouvre certaines perspectives nouvelles, encourageantes, rassurantes ».

Quelles sont ces perspectives ? Ceux qui s'intéressent à l'œuvre de la Croix-Rouge seront sans doute heureux d'en avoir un aperçu, alors que s'achève une grande œuvre humanitaire pour faire place à une entreprise nouvelle, d'inspiration humanitaire elle aussi, mais qui doit être réalisée par des moyens différents.

Cet aperçu résultera d'une brève analyse du rapport de la Commission d'enquête des Nations Unies qui, composée de quatre experts, américain, britannique, français, turc, présidée par l'Américain, M. Clapp, mena son enquête en septembre et déposa ses conclusions en novembre 1949.

Plusieurs projets de travaux publics y sont recommandés en vue d'employer les réfugiés pendant dix-huit mois. L'Assemblée générale des Nations Unies l'approuva le 8 décembre dernier.

Petits travaux d'irrigation, reboisement, aménagement de collines désertes pour la plantation d'oliviers et autres arbres fruitiers, construction de routes dans les régions où résident provisoirement les émigrés, barrage de deux affluents du Jourdain pour emmagasiner les eaux des pluies d'hiver, tels sont ces travaux dont le financement est évalué à 54 millions de dollars.

La nouvelle organisation des Nations Unies pour l'aide aux réfugiés de Palestine prêtera son concours aux Gouvernements des pays arabes, afin d'établir pour l'avenir des plans à plus longue échéance.

Les pays étudiés par la mission d'enquête sont l'Irak,

Israël, la Jordanie (y compris la Palestine arabe), le Liban et la Syrie ¹. Ces contrées s'étendent sur 750.000 kilomètres et sont peuplées d'environ 12 millions d'habitants dont 70% sont agriculteurs.

« L'essentiel est de commencer », déclare le rapport, « de rompre avec l'habitude de l'inertie ». Le principe doit être de partir des réalités, puis, à l'aide des progrès de la science et de la technique, d'enseigner aux peuples du Moyen-Orient à se tirer d'affaire en reconstituant ce qu'ils ont perdu. La terre et l'eau, dans le Moyen-Orient, utilisées comme il convient, peuvent nourrir une population beaucoup plus nombreuse et d'un niveau de vie bien plus élevé qu'aujourd'hui. Les régions arrosées de Syrie et les vastes plaines formées en Irak par les vallées du Tigre et de l'Euphrate peuvent vivre sur elles-mêmes, ainsi que le Liban, s'il utilise les possibilités qu'offre la puissante rivière Litani. Mais la Palestine et la Jordanie ont un urgent besoin de secours étrangers.

Les débuts, cependant, ne peuvent être que modestes car il n'y a pas, sur place, de capitaux disponibles. La faible production, l'épargne inexistante, la mauvaise distribution de la richesse ne favorisent pas l'investissement du capital. Aussi les Gouvernements des pays visités par la mission des Nations Unies ont-ils tous envisagé favorablement l'apport de capitaux étrangers. Industrie du ciment, production des phosphates, raffineries d'huile comestible, fabriques de savon et d'objets en cuir, telles sont les principales industries susceptibles d'être établies avec quelque chance de succès à l'aide de capitaux étrangers. Si ce premier développement industriel avait lieu, les conditions du marché des changes en pays arabes seraient grandement améliorées — comme l'exemple en a été fourni dans le cas d'Israël — et la productivité accrue de ces pays leur permettrait d'obtenir plus facilement de nouveaux crédits extérieurs.

En attendant, l'équipement agricole est primordial, mais

¹ Les problèmes et les possibilités de l'Egypte ont été examinés de façon moins approfondie car les réfugiés sont surtout massés en Palestine et dans les pays limitrophes autres que l'Egypte.

il faut reconnaître l'interdépendance de tous les pays du Moyen-Orient pour la distribution de l'eau. Aussi les progrès à réaliser dépendent-ils en grande partie des accords qui pourront être conclus entre ces pays.

Afin de montrer la voie, la mission des Nations Unies suggère la réalisation de « projets types », à savoir : en Syrie, la récupération des marais de l'Oronte dans la Vallée du Ghab ; en Jordanie, deux barrages, l'un de l'oued Zerka, affluent de l'est, et l'autre de l'oued Qilt, affluent de l'ouest du Jourdain ; au Liban l'équipement de la rivière Litani qui « comme le Tennessee », aux Etats-Unis, pourrait apporter la prospérité aux fermes, aux villages, voire aux villes du pays.

Les raisons pour lesquelles ces travaux ont été suggérés sont les suivantes :

1. Ils figurent en bonne place sur la liste des travaux que les Gouvernements locaux seraient désireux d'entreprendre ;
2. Leur importance et la dépense qui en résulte peuvent être limitées sans nuire au développement futur du projet ;
3. Ils peuvent être menés à bien en quelques années et fournir ainsi un exemple pratique, en un temps relativement court, de la voie à suivre pour passer des idées à l'action ;
4. Ils sont variés et leur réalisation comporte des différences techniques intéressantes ;
5. Ils illustreront les résultats du travail technique d'équipe sur une base restreinte mais importante ;
6. Ils fourniront aux Gouvernements des contrées intéressées une expérience pour l'établissement et la réalisation de plans ;
7. Ils occuperont des travailleurs et conduiront à l'emploi permanent d'une main-d'œuvre accrue quand ils seront terminés, car ils permettront l'établissement de familles d'agriculteurs sur les terrains nouvellement ouverts ;
8. Ils rentrent dans le cadre de l'extension logique du programme d'aide recommandé par la Commission d'enquête ;

9. Ils peuvent servir de base à des plans d'une importance beaucoup plus considérable.

La Commission d'enquête conclut modestement qu'il s'agit là de premières « approches » vers un développement économique du Moyen-Orient, plutôt que d'un « plan » à proprement parler. Il n'en est pas moins vrai que cette entreprise fait honneur aux Nations Unies. Si l'apport de capitaux et une direction technique éclairée sont, comme l'exemple en a été fourni en Israël, un gage certain de succès, quand le courage des exécutants n'est pas ménagé, l'on peut faire confiance aux vertus des réfugiés arabes pour regagner, et au delà, avec l'aide internationale, les ressources que la guerre leur a brutalement ravies.

H. Coursier.